

PROJECTIONS DE MÉNAGES POUR LA FRANCE MÉTROPOLITAINE, SES RÉGIONS ET SES DÉPARTEMENTS (HORIZON 2030)

Joël Dekneudt, Alain Jacquot et Bénédicte Macrakis

Les sources et méthodes d'estimation

| | |
|--|----|
| Principales définitions | 3 |
| Les données utilisées et la méthode de projection..... | 4 |
| Hypothèses relatives à l'évolution des modes de cohabitation, pour la projection métropolitaine | 7 |
| Hypothèses pour les projections régionales et départementales | 10 |

Les données essentielles

| | |
|---|----|
| Projection pour la France métropolitaine..... | 13 |
| Variantes - France Métropolitaine | 14 |
| Projections régionales et départementales | 16 |

Le cédérom

| | |
|-------------------------------------|----|
| Présentation du cédérom..... | 21 |
| Liste des tableaux du cédérom | 22 |

Directeur
de la publication
J.-M. Charpin

Institut national
de la statistique
et des études
économiques

Direction générale
18 boulevard
Adolphe Pinard
75675 Paris cedex 14
Téléphone : 01 41 17 50 50
Fax : 01 41 17 66 66
www.insee.fr

Diffusion/abonnements
et ventes
voir en fin de volume

Impression
Jouve

© Insee 2003

Les sources et méthodes de projection

Après chaque recensement, l'Insee réalise une projection du nombre de ménages, pour l'ensemble de la France métropolitaine. Cet INSEE-Résultats CD a pour objet de présenter l'exercice de projection des ménages réalisé sur la base des données du recensement de 1999, et il se substitue à la publication traditionnelle papier réalisée jusqu'au recensement de 1990 (cf. LOUVOT Claudie, 1994 : « Projection du nombre de ménages à l'horizon 2020 », Insee-Résultats n°315). En plus des résultats métropolitains, ce document présente également des projections de ménages pour les 22 régions et 96 départements. La présente projection a pour horizon le 1^{er} janvier 2030.

Principales définitions

Ménage :

Un ménage est l'ensemble des personnes qui partagent la même résidence principale, sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Par définition, le nombre de ménages et le nombre de résidences principales sont donc égaux. Il y a ainsi un lien très étroit entre le nombre de ménages et le nombre de logements, puisqu'en France métropolitaine, plus de quatre logements sur cinq sont des résidences principales.

Les personnes résidant en collectivité sont considérées comme vivant « hors ménages ordinaires » ; c'est le cas notamment des étudiants en résidence universitaire, des personnes résidant en maison de retraite ou en foyers de travailleurs.

Enfant :

Sont ici considérés comme « enfants » tous les individus célibataires, sans enfant, ne vivant pas en couple, et appartenant au même ménage que l'un au moins de leurs deux parents. Cette définition est appliquée sans limite d'âge.

Ainsi, par exemple, un adulte de cinquante ans qui cohabite avec l'un de ces deux parents (ou les deux) dans un ménage qui ne comprend pas d'autre personne est un « enfant ».

Famille :

La notion de famille est plus restrictive que celle de ménage. Elle suppose l'existence d'un lien de couple ou d'un lien de filiation. Sont ici considérés comme formant une famille les personnes suivantes, pour autant qu'elles appartiennent au même ménage :

- un couple et ses enfants éventuels ainsi que les enfants éventuels de l'un des deux partenaires,
- ou un ou des enfants et l'un de leurs deux parents, si celui-ci ne vit pas en couple (famille mono-parentale).

Personne de référence d'un ménage :

Au sein de chaque ménage, on détermine une « personne de référence » et une seule, en appliquant les règles suivantes :

- a. si le ménage comporte au moins un couple, la personne de référence est, parmi les hommes des couples, l'actif le plus âgé, ou, à défaut d'actif, l'homme le plus âgé ;
- b. si le ménage ne comporte aucun couple mais comporte au moins une famille mono-parentale, la personne de référence est, parmi les parents de famille monoparentale, l'actif le plus âgé, ou à défaut d'actif, le plus âgé d'entre eux ;
- c. si le ménage ne comporte ni couple ni famille monoparentale, la personne de référence est l'actif le plus âgé (homme ou femme), et à défaut d'actif, l'adulte le plus âgé.

Les données utilisées et la méthode de projection

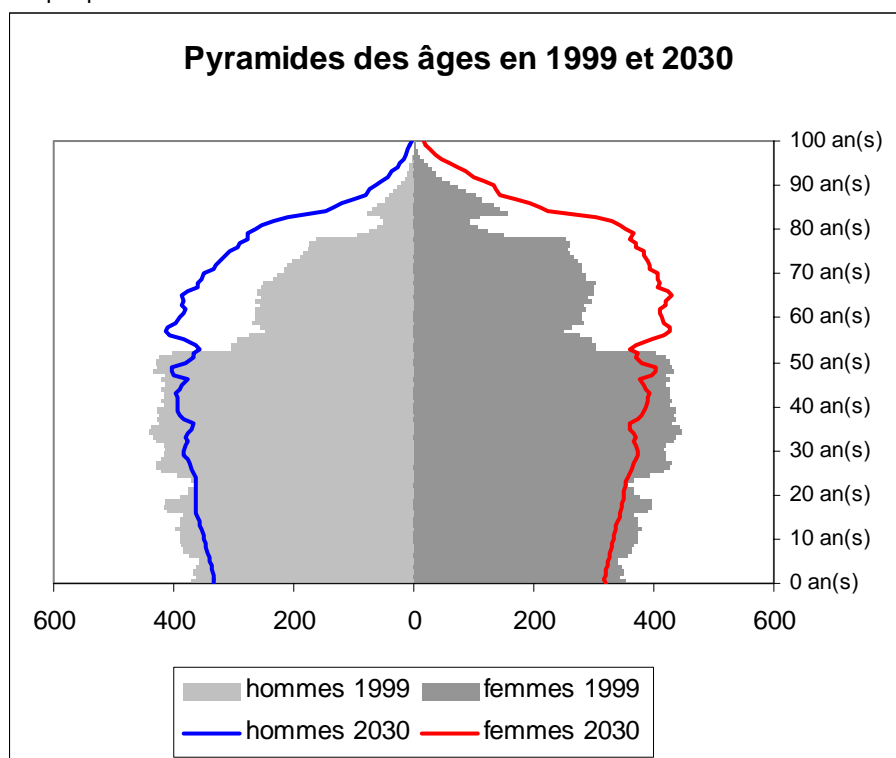
Projeter le nombre de ménages équivaut à projeter le nombre de personnes de référence, puisqu'à chaque ménage correspond une personne de référence et une seule.

Méthode de projection pour la métropole

La projection métropolitaine du nombre de ménages s'appuie sur la projection de population par sexe et âge détaillée réalisée par l'INSEE à la suite du recensement de 1999 (cf. BRUTEL Chantal (2002) :

« La population de la France métropolitaine en 2050 : un vieillissement inéluctable », Economie et Statistique, n°355-356). La projection de population a été réalisée sous les hypothèses suivantes : une fécondité de 1,8 enfant par femme, une évolution tendancielle de l'espérance de vie, et un solde migratoire annuel de + 50.000 personnes. Le principal résultat qui se dégageait de l'exercice de projection de la population était celui d'un vieillissement inéluctable de la population (graphique 1).

Graphique 1



Source : Insee, projection de population à l'horizon 2050 (Brutel, 2001 et 2002)

L'exercice de projection du nombre de ménages a consisté, pour chaque âge et pour chacun des deux sexes, à éclater la population projetée, en distinguant les personnes de référence et les autres personnes. Pour ce faire, plutôt que d'extrapoler directement les proportions de personnes de référence constatées au recensement de 1999 à chaque âge et pour chacun des deux sexes, on a préféré, pour des raisons heuristiques, procéder en deux étapes :

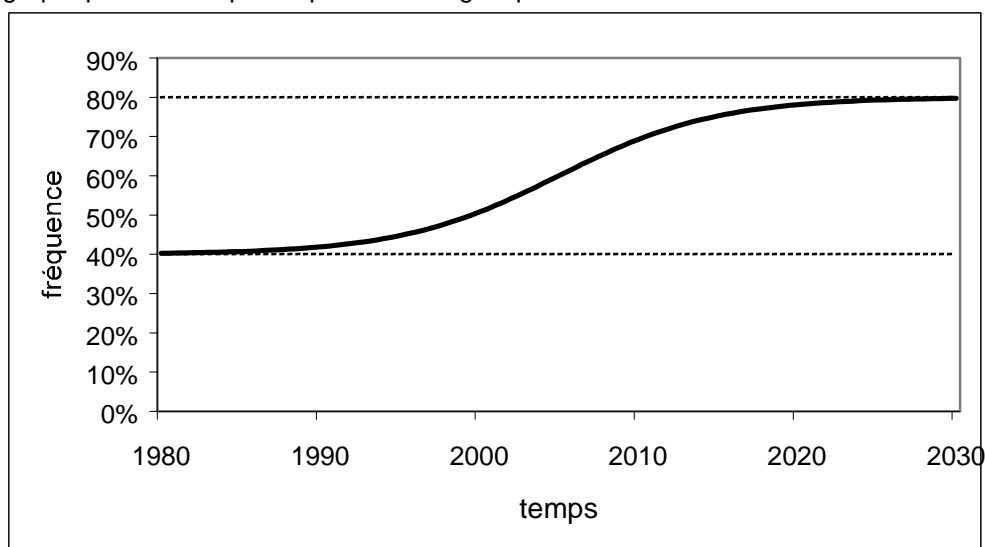
1. Pour chaque année, pour chacun des deux sexes et à chaque âge, on ventile tout d'abord la population entre les six modes de cohabitation suivants (cf. définitions supra.) :

- population hors ménages ordinaires ;
- personnes seules ;
- personnes vivant en couple ;

- parents à la tête d'une famille monoparentale ;
- enfants ;
- autres personnes (i.e. personnes n'appartenant pas à une famille et vivant dans un ménage d'au moins deux personnes).

Cette ventilation est réalisée en extrapolant les valeurs des fréquences correspondantes constatées au recensement de 1999. L'extrapolation est réalisée en supposant que les fréquences évoluent au cours du temps selon un processus logistique¹. Avec un tel processus, les fréquences des différents modes de cohabitation, croissent (ou décroissent) d'abord lentement, plus rapidement ensuite, pour tendre enfin vers une asymptote (graphique 2).

graphique 2 : exemple de processus logistique



¹ pour une description plus détaillée de la méthode, cf. LOUVOT Claudie (1993) : « Le nombre de ménages augmentera de moins en moins vite », *Economie et Statistique*, n°267.

2. Dans une deuxième étape, on détermine pour chaque année, pour chacun des deux sexes et à chaque âge, le nombre de personnes de référence. On suppose pour ce faire que la proportion de personnes de référence est constante au cours du temps (et égale à ce qu'elle était au recensement de 1999), pour chacun des deux sexes, à chaque âge et pour chaque mode de cohabitation.

Méthode pour les projections régionales et départementales

Pour les 22 régions et les 96 départements de métropole, les projections du nombre de ménages sont réalisées dans l'application OMPHALE (Outil méthodologique de projections d'habitants, d'actifs, de logements et d'élèves). Cet outil ne prend pas en compte la répartition locale de la population selon le mode de cohabitation par sexe et âge (cf. ci-dessus la méthode de projections des ménages pour la métropole). Il ne retient que les taux de personnes de référence par sexe et âge qui résultent de la combinaison de ces modes de cohabitation.

Il n'existe qu'une seule série de taux projetés de personnes de référence pour chaque région et chaque département. Pour un sexe et un âge donné, la valeur du taux projeté dépend du taux observé au recensement de 1999 et de l'évolution de ce taux pour la métropole entre le recensement et la date de la projection. Au fil de

la période de projection, les taux de personnes de référence par sexe et âge des régions et départements tendent à converger vers le taux métropolitain et l'écart se réduit toujours en valeur relative.

Plus précisément, en appelant T_t le taux de personnes de référence de la zone à projeter pour un sexe et un âge donné au 1/1 de l'année t et TF_t le taux correspondant pour la France issu de la projection nationale (cf. Descours Laurence, le modèle de projection démographique OMPHALE, Insee Méthodes n°19, 1992, pages 44, 45) :

$$T_t = [T_{1999} \cdot TF_t \cdot (1 - TF_{1999})] / [T_{1999} \cdot TF_t \cdot (1 - TF_{1999}) + TF_{1999} \cdot (1 - TF_t) \cdot (1 - T_{1999})]$$

Pour obtenir le nombre de ménages de la zone au 1/1 de l'année t , on applique ces taux de personnes de référence du ménage par sexe et âge à la population correspondante projetée dans OMPHALE, selon un jeu d'hypothèses en termes de fécondité, mortalité et comportements migratoires. Deux scénarios sont retenus. Pour les régions et départements, on dispose donc de deux projections de ménages à l'horizon 2030.

Quel que soit le scénario de projection de la population, les résultats des projections de ménages régionales et départementales sont calés sur la projection métropolitaine.

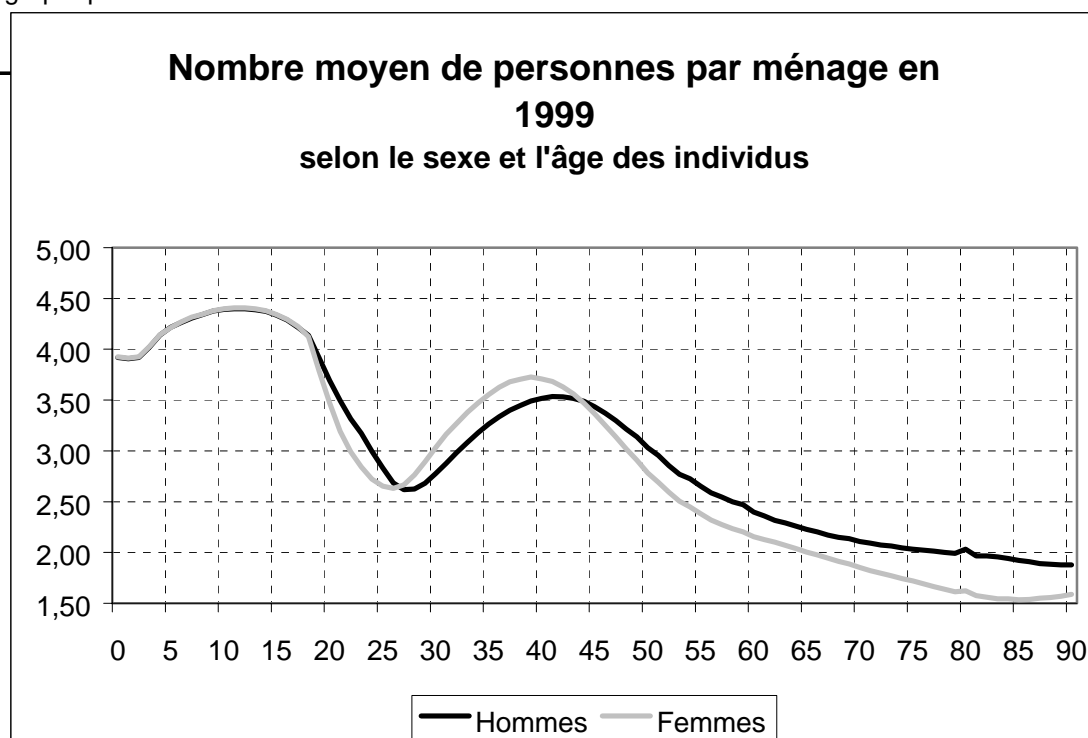
Hypothèses relatives à l'évolution des modes de cohabitation, pour la projection métropolitaine

Dans l'exercice de projection du nombre de ménages au niveau métropolitain, la fixation des asymptotes, à chaque âge et pour chacun des deux sexes, pour les fréquences de chacun des modes de cohabitation, constitue le seul véritable degré de liberté.

Son impact sur les résultats doit toutefois être relativisé. Car si depuis 1975, le ménage moyen en France métropolitaine a perdu une demi-personne - le nombre de ménages s'est accru en moyenne de 1,2 % par an et la population de 0,4 % seulement - cette diminution de la taille des ménages est

imputable en grande partie au vieillissement de la population plus qu'à l'évolution des modes de cohabitation. En effet, les ménages de personnes âgées sont des ménages plus petits que la moyenne (graphique 3) car, en général, les personnes âgées n'ont plus d'enfants à charge. Les quatre cinquièmes de la baisse du nombre de personnes par ménage entre 1990 et 1999 s'expliquent par les déformations de la pyramide des âges, et un cinquième seulement par l'évolution des modes de cohabitation.

graphique 3



source : Insee, recensement de la population 1999

Grille de lecture : lorsqu'ils vivent en ménage ordinaire, les hommes de 50 ans vivent dans des ménages qui comprennent en moyenne 3,0 personnes (eux-mêmes, plus deux autres personnes)

Le nombre moyen de personnes par ménage diminue aussi parce que les modes traditionnels de cohabitation s'effritent. Les unions libres, plus fragiles que les mariages (FLIPO Anne, David LE BLANC et Anne LAFERRERE (1999) : « De l'histoire individuelle à la structure des ménages », Insee-Première, n°649), concernent une proportion croissante des couples, et les couples mariés sont moins durables que par le passé. La vie en couple semble présenter également moins d'attrait pour les jeunes. Ceux-ci quittent leur famille à un âge qui n'est, en moyenne, guère plus élevé qu'autrefois, mais plus souvent que par le passé pour vivre seuls : en 1982, 57 % des hommes de 25 ans vivaient en couple ; en 1999, ils n'étaient plus que 37 %. Pour les femmes, cette proportion est passée de 72 % à 55 %.

Depuis trente ans, les femmes ont rejoint en masse le monde du travail et n'interrompent plus systématiquement leur carrière pour s'occuper des enfants. Même si des inégalités subsistent dans la sphère professionnelle ou dans la répartition des tâches domestiques, les hommes et les femmes exercent aujourd'hui des fonctions moins différenciées que par le passé. Cette moindre complémentarité et cette plus grande substituabilité entre les hommes et les femmes réduisent les gains à attendre de la vie à deux (ERMISCH John (1981) : « An Economic Theory of Household Formation », Scottish Journal of Political Economy, Vol 28, n°1).

La désaffection pour la vie en couple n'est pas propre à la France. La proportion de personnes seules et le nombre de séparations sont d'ores et déjà plus élevés dans d'autres pays occidentaux. L'indice synthétique de divorcialité, qui est de 38 % en France en 1998 (PRIOUX France (2001) : « L'évolution démographique récente en France, Population, n°4, pp. 571-610), s'élève à 55% aux USA et en Suède, 53 % en Suisse, 51 % en Finlande, 45% en Angleterre et au Pays de Galles, 45 % au Danemark, 44 % en Belgique. En Suède, en 2000, 54 % des ménages ne comprenaient qu'une personne alors que la proportion n'était que de 31 % en France en 1999 (CRISTOFARI Marie-France et Géraldine LABARTHE (2001) : « Des ménages de plus en plus petits », Insee Première, n°789, et CHALEIX Mylène (2001) : « 7,4 millions de personnes vivent seules en 1999 », Insee Première, n°788).

Enfin, la cohabitation de plusieurs générations adultes sous un même toit, qui était relativement fréquente dans certaines régions, devient de plus en plus rare, d'abord parce que les personnes âgées vivent en meilleure santé à un âge plus avancé, ensuite parce que l'éloignement géographique plus fréquent entre les enfants et leurs parents peut constituer un obstacle à cette cohabitation, et enfin parce que les personnes âgées sont moins souvent pauvres que par le

passé : moins contraintes financièrement, elles sont plus libres dans leurs choix résidentiels.

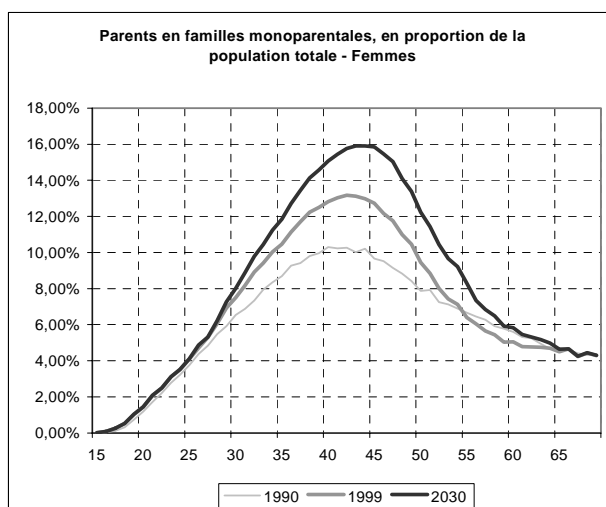
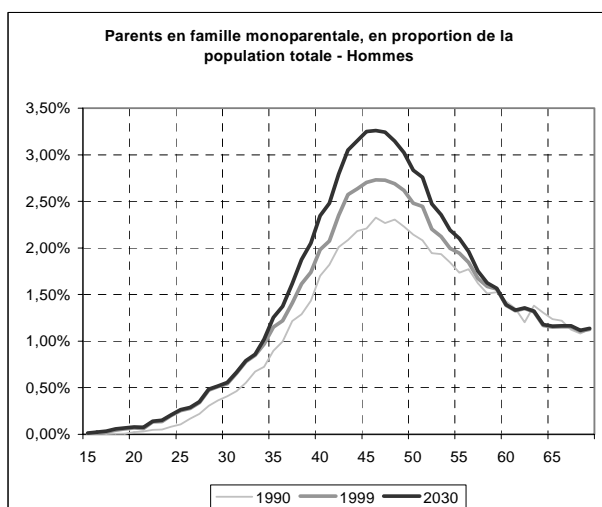
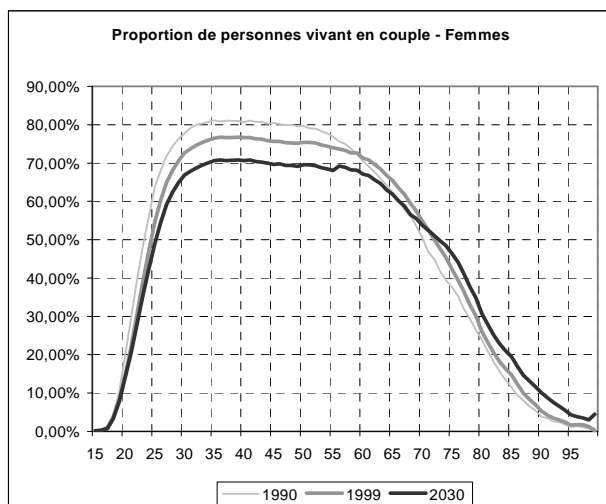
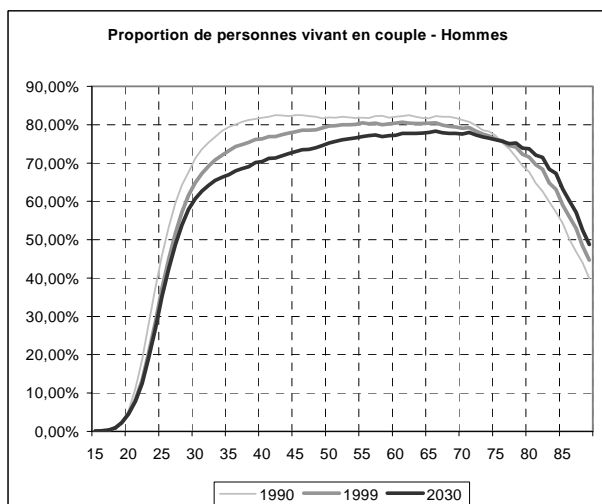
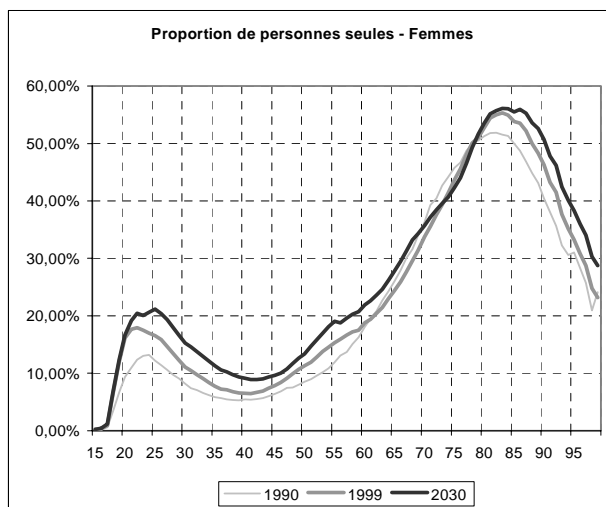
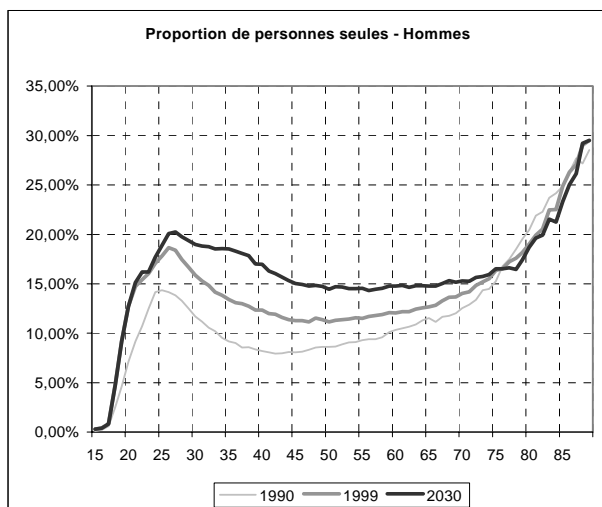
Sous l'hypothèse que les différences entre les hommes et les femmes continueront à s'estomper, la désaffection pour la vie en couple devrait se poursuivre. Elle ne peut toutefois pas se poursuivre indéfiniment à un rythme aussi soutenu. A titre d'illustration, on retient l'hypothèse d'une évolution des comportements de cohabitation à un rythme initialement proche de celui de la décennie 1990, mais qui s'affaiblit progressivement et finit quasiment par s'annuler à l'horizon 2030. Au total, sur l'ensemble de la période 1999-2030, les comportements de cohabitation connaîtraient une évolution de la même ampleur que celle qui s'est produite entre 1990 et 1999, sur une durée trois fois plus courte. Les valeurs des asymptotes ont été fixées en conséquence (graphique 4). Naturellement, puisqu'on retient l'hypothèse d'un processus logistique, c'est en début de période que se produit la majeure partie de l'évolution des comportements de cohabitation ; ceux-ci évoluent tout d'abord à un rythme voisin de celui des années quatre-vingt-dix, ralentissent ensuite, et n'évoluent plus guère au-delà de 2015.

D'avantage que les hypothèses de natalité, de mortalité et de migrations, la fixation des asymptotes pour les comportements de cohabitation constitue le point le plus délicat de l'exercice, celui qui est susceptible de générer les écarts les plus importants. Un retour sur l'exercice de projection précédent, celui qui avait été réalisé à la suite du recensement de 1990, avec la même méthode que dans la présente publication, l'illustre bien : sur la période de 1990-1999, la précédente projection tablait sur une croissance annuelle de 234 000 ménages, (205 000 dus à la croissance démographique et aux déformations de la pyramide des âges, et 28 000 dus à l'évolution des modes de cohabitation). La croissance annuelle du nombre de ménages a finalement été de 253 000 par an, soit un écart de 20 000 par rapport à la projection. Si la composante démographique de cette croissance avait été à peu près correctement évaluée (elle a été de 193 000 en rythme annuel), la composante due à l'évolution des comportements de cohabitation avait été sous-estimée plus nettement (la projection était de 28 000, la réalité a été de 61 000).

La difficulté est d'anticiper jusqu'à quel horizon les comportements de cohabitation peuvent continuer à évoluer à un rythme soutenu. Il y a dix ans, alors que l'indicateur synthétique de divorcialité atteignait 33 %, on n'avait pas osé imaginer que les modes traditionnels de cohabitation pourraient à ce point continuer de s'effriter.

Graphique 4

Grille de lecture : en 1990, 10 % des femmes de 40 ans



étaient à la tête d'une famille monoparentale.

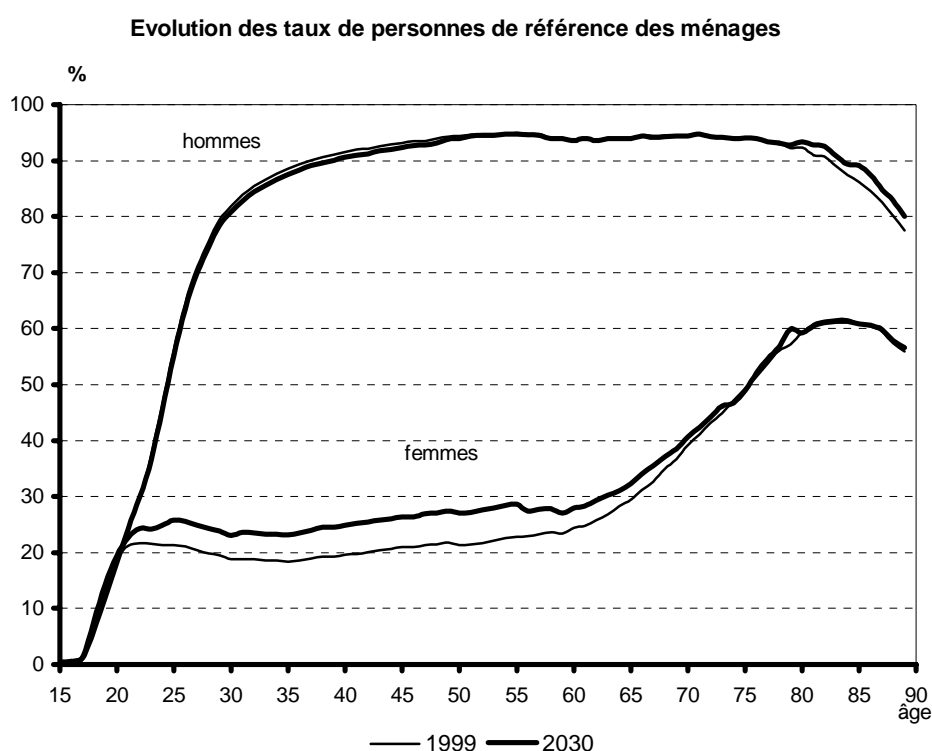
Hypothèses pour les projections régionales et départementales

Pour les régions et les départements, le nombre de ménages est calculé directement en appliquant à la population projetée par sexe et âge des taux de personnes de référence, en supposant une évolution calquée sur celle retenue pour la métropole, avec léger effet de rattrapage. Ainsi, l'évolution des modes de cohabitation est prise en compte de manière globale.

L'évolution des taux de personnes de référence de la métropole entre 1999 et 2030 (graphique 5) reflète les principales hypothèses en termes de cohabitation. La progression des taux de personnes de référence est surtout sensible chez les femmes de 25 ans à 60 ans. En 2030, ces femmes vivraient plus souvent seules ou avec leurs enfants en tant que parent monoparental, au détriment de la vie en couple. Cette évolution concerne aussi les hommes (graphique 5), mais n'est

guère perceptible à partir des taux de personnes de référence : qu'il vive seul, en couple ou qu'il soit parent monoparental, un homme est toujours la personne de référence du ménage. La seule évolution notable entre les courbes des taux de 1999 et 2030 concerne les plus âgés d'entre eux : la hausse des taux de personnes de référence des hommes au-delà de 75-80 ans reflète un meilleur état de santé et la possibilité pour eux de garder une autonomie résidentielle, surtout lorsqu'ils vivent en couple. Pour les femmes âgées qui bénéficient aussi du recul de la mortalité, la part d'entre elles vivant seules augmente autant que la part de celles vivant en couple. Par construction, cela se traduit par le maintien au niveau de 1999 des taux féminins de personnes de référence en 2030 pour la métropole.

Graphique 5



source: Insee - Omphale

Pour les régions et départements, on mesure l'effet de la cohabitation en comparant l'évolution du nombre de ménages projetés entre 1999 et 2030 avec celle qu'on obtiendrait si les taux de personnes de référence par sexe et âge étaient maintenus au niveau observé en 1999. Il s'agit d'un effet global. On ne peut pas aussi facilement que pour la projection métropolitaine, détailler cet effet en ce qui revient à la montée de la divortialité, à la moindre attractivité de la vie en couple chez les jeunes générations ou encore à l'allongement de la durée de vie sans incapacités.

Ce document présente deux projections de ménages pour les régions et départements.

L'unique hypothèse de taux de personnes de référence s'applique à deux projections de population qui diffèrent par l'hypothèse de migrations résidentielles, variable essentielle de l'évolution des populations locales, (cf. Omalek Laure (2001), Projections régionales de population pour 2030 : l'impact des migrations, Insee première, n° 805). Ces deux projections retiennent la même hypothèse de fécondité et de mortalité, mais le scénario I reconduit les comportements migratoires moyens de la période 1982-1999, tandis que le scénario U retient les profils migratoires observés entre les recensements 1990 et 1999.

| Scénario | Hypothèse de mortalité | Hypothèse de fécondité | Hypothèse de migrations |
|---------------------------|------------------------|----------------------------|--------------------------------|
| I (central sur 1982-1999) | tendancielle | Maintien de l'ICF* de 1999 | Période de référence 1982-1999 |
| U (central sur 1990-1999) | tendancielle | Maintien de l'ICF* de 1999 | Période de référence 1990-1999 |

* ICF = Indicateur conjoncturel de fécondité

Les résultats de ces 2 projections de population sont calés sur la projection centrale de la métropole.

Pour une région ou un département, le nombre de ménages projetés sera plus élevé si les migrations projetées sont plus favorables.

Les résultats des projections du nombre de ménages des régions et départements sont calés sur la projection centrale métropolitaine.

Les données essentielles

Projection pour la France Métropolitaine

Entre 1999 et 2030, la population de la France métropolitaine augmenterait de 9,3 %, soit 0,3 % par an en moyenne (Brutel, op. cité). Le nombre de ménages croîtrait bien davantage car les personnes âgées vont représenter une fraction de plus en plus importante de la population. Si, jusqu'en 2030, les individus adoptaient les différents modes de cohabitation possibles dans les mêmes proportions que les individus du même sexe et du même âge en 1999, le nombre de ménages augmenterait entre 1999 et 2030 de 21 %, soit 0,6 % par an.

En tenant compte en outre de l'évolution des modes de cohabitation, le nombre de ménages devrait s'accroître finalement de 24 % entre 1999 et 2030, soit + 0,7 % par an. On passerait ainsi de 23,8 millions de ménage en 1999 à un peu moins de trente millions en 2030 (tableau 1). Le rythme de croissance annuel du nombre

de ménages, proche de 250 000 par an en début de projection, fléchirait progressivement et ne serait plus que de 152 000 au cours de la décennie 2020. Les déformations de la pyramide des âges continueraient à expliquer la majeure partie de cette croissance (tableau 2).

A l'horizon de cette projection, les ménages constitués d'une seule personne représenteraient 37 % des ménages, au lieu de 31 % en 1999, et la proportion de personnes seules dans la population s'élèverait à 17,0 % contre 10,3 % en 1990 et 12,6 % en 1999. Le nombre moyen de personnes par ménage ne serait plus que de 2,10, alors qu'il était de 2,41 en 1999.

Tableau 1 : principaux résultats de la projection*

| | mars 1990 | 1999 | 2010 | 2020 | 2030 |
|---|-----------|--------|--------|--------|--------|
| Population | | | | | |
| Population totale en milliers | 56 707 | 58 492 | 61 061 | 62 734 | 63 927 |
| Part des femmes dans la pop. | 51,3% | 51,4% | 51,4% | 51,4% | 51,5% |
| Age moyen population (en années) | 36,4 | 38,1 | 40,1 | 42,0 | 43,8 |
| Nombre de ménages | | | | | |
| Pop. hors ménages en milliers | 1 311 | 1 294 | 1 445 | 1 638 | 1 812 |
| Nombre de ménages en milliers | 21 542 | 23 776 | 26 295 | 28 006 | 29 522 |
| Nombre de personnes par ménage | 2,57 | 2,41 | 2,27 | 2,18 | 2,10 |
| Part des femmes au sein des personnes de réf (PR) | 24,3% | 26,4% | 28,3% | 29,2% | 30,3% |
| Age moyen des PR | 49,8 | 50,5 | 52,3 | 53,9 | 55,8 |
| Répartition de la population selon le mode de cohabitation : | | | | | |
| - enfants | 32,6% | 30,5% | 28,6% | 27,1% | 25,8% |
| - adultes en couple | 48,6% | 48,3% | 47,7% | 47,8% | 47,7% |
| - parents famille monop. | 2,8% | 3,4% | 3,6% | 3,6% | 3,6% |
| - personnes seules | 10,3% | 12,6% | 14,7% | 15,8% | 17,0% |
| - hors famille ds mén >= 2 p. | 3,3% | 3,1% | 3,0% | 3,1% | 3,1% |
| - hors ménage | 2,3% | 2,2% | 2,4% | 2,6% | 2,8% |
| Total | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

* chiffres au 1er janvier, sauf pour 1990 (recensement)

Tableau 2 :Variation annuelle moyenne du nombre de ménages sur 5 ans, en milliers

| | 2000-2005 | 2005-2010 | 2010-2015 | 2015-2020 | 2020-2025 | 2025-2030 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| - Effet des déformations de la pyramide des âges | 191 | 179 | 154 | 143 | 145 | 138 |
| - Effet de l'évolution des comportements de cohabitation | 50 | 37 | 26 | 18 | 12 | 8 |
| Total | 240 | 216 | 180 | 162 | 157 | 146 |

Variantes - France métropolitaine

Pour se faire une idée de la sensibilité des résultats aux hypothèses retenues, on présente dans ce paragraphe les résultats de six scénarios alternatifs. Les deux premiers de ces scénarios diffèrent du scénario de référence par les hypothèses retenues en matière de cohabitation :

- dans un premier scénario, l'évolution des comportements de cohabitation s'opère plus longtemps que dans le scénario de référence, sans être plus vive en début de période de projection ;
- dans un second scénario, les comportements de cohabitation sont au contraire supposés constants tout au long de la période de projection.

Comme le scénario de référence, ces deux variantes s'appuient sur la projection de population de l'INSEE (cf. Brutel, op. cité).

On étudie ensuite deux scénarios alternatifs de fécondité (fécondité basse : baisse progressive de l'indicateur conjoncturel de fécondité, jusqu'à la valeur de 1,5 - et fécondité haute : l'indicateur conjoncturel de fécondité s'élèverait progressivement jusqu'à 2,1) et de mortalité (mortalité haute : gains d'espérance de vie de plus en plus faibles - et mortalité basse : gains d'espérance de vie plus importants que dans le scénario de référence pour les personnes de 75 ans et plus), en retenant en matière de

cohabitation les mêmes hypothèses que dans le scénario de référence.

Dans les six variantes étudiées, le nombre moyen de personnes par ménage, à l'horizon de la projection, est très peu différent de ce qu'il est dans le scénario de référence (tableau 3). Les écarts maximum sont obtenus non pas avec les scénarios de cohabitation mais avec ceux de fécondité : 2,18 personnes par ménage en moyenne en 2030 dans le scénario de fécondité haute et 2,03 dans celui de fécondité basse.

Les variantes de fécondité, qui ont un impact sensible sur la population totale ont - comme on pouvait s'y attendre - un impact très limité sur le nombre de ménages, la majeure partie du surcroît (ou du moindre nombre) d'enfants n'ayant pas atteint l'âge adulte à l'horizon de la projection. Ainsi, pour le scénario de fécondité haute, l'écart par rapport au scénario de référence est-il de près de 2 500 000 pour la population, mais de 112 000 seulement pour le nombre de ménages (tableau 4). Les personnes âgées vivant dans des ménages de taille plus réduite que la moyenne, les variantes de mortalité présentent des écarts bien plus réduits que celles de fécondité à l'horizon 2030 en termes de population (de l'ordre de 400 à 500 000), mais plus importants pour le nombre de ménages (- 241 000 dans le scénario de mortalité haute, +300 000 dans le scénario de mortalité basse).

Tableau 3 : Nombre moyen de personnes par ménage, dans le scénario central et dans les variantes

| | Scénario central | Fécondité haute | Fécondité basse | Mortalité haute | Mortalité basse | Comportements de cohabitation inchangés | Décohabitation plus soutenue |
|------|------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|---|------------------------------|
| 1999 | 2,41 | 2,41 | 2,41 | 2,41 | 2,41 | 2,41 | 2,41 |
| 2010 | 2,27 | 2,28 | 2,25 | 2,27 | 2,26 | 2,31 | 2,27 |
| 2020 | 2,18 | 2,23 | 2,12 | 2,18 | 2,18 | 2,24 | 2,17 |
| 2030 | 2,10 | 2,18 | 2,03 | 2,11 | 2,09 | 2,16 | 2,08 |

Tableau 4 : Principaux résultats des variantes, en écarts au scénario de référence (en milliers)

| | | Fécondité haute | Fécondité basse | Mortalité haute | Mortalité basse | Comportements de cohabitation inchangés | Décohabitation plus soutenue |
|---|------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|---|------------------------------|
| Population : écarts par rapport au scénario central, en milliers | 1999 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 2010 | 323 | -585 | -23 | 101 | 0 | 0 |
| | 2020 | 1 344 | -1 643 | -139 | 305 | 0 | 0 |
| | 2030 | 2 486 | -2 820 | -390 | 539 | 0 | 0 |
| Nombre de ménages : écarts par rapport au scénario central, en milliers | 1999 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 2010 | 0 | 0 | -14 | 61 | -485 | 11 |
| | 2020 | 1 | -8 | -84 | 175 | -708 | 169 |
| | 2030 | 112 | -219 | -241 | 300 | -809 | 329 |

La variante d'évolution plus soutenue des comportements de cohabitation ne commence à se distinguer du scénario de référence qu'aux alentours de 2015. Dans le scénario de référence, en effet, la décohabitation s'opère en début de période de projection à un rythme intense, du même ordre de grandeur que celui constaté au cours des années quatre-vingt-dix. Le croissance du nombre de ménages imputable à la déformation des comportements de cohabitation s'infléchit ensuite très nettement, à mesure que l'on se rapproche des asymptotes. Le scénario de décohabitation plus soutenue n'a pas pour objet de rendre plus intense l'évolution des comportements de cohabitation en début de période mais d'en prolonger les manifestations. L'écart en 2030, par rapport au scénario de référence, est de 329 000 ménages, soit 1,1 % de ménages supplémentaires ; l'effet est donc modeste. Quant à la variante où les comportements de cohabitation sont inchangés par rapport à 1999, elle permet essentiellement de mesurer (par différence) l'impact de l'évolution des comportements de cohabitation dans la croissance du nombre de ménages enregistrée

dans le scénario de référence. Cet impact est ainsi estimé à 809 000, sur une croissance totale de près de six millions du nombre de ménages. C'est donc par les déformations de la pyramide des âges, et non par l'inflexion des comportements de cohabitation, que s'expliquerait la majeure partie de la croissance du nombre de ménages au cours des trente prochaines années

Au total, la baisse du nombre de personnes par ménages est inéluctable, car elle s'explique pour l'essentiel par le vieillissement de la population, qui est lui-même inéluctable. Une fécondité plus forte ou une espérance de vie plus faible (dans des limites raisonnables) que celles retenues comme hypothèse pour la projection de population ne changeraient quasiment rien à l'affaire. Même si les comportements de cohabitation cessaient d'évoluer, à sexe et âge donnés, le nombre moyen de personnes par ménage en 2030 ne dépasserait pas 2,16. Pour contenir la baisse de la taille des ménages, il faudrait en fait, en matière de comportements de cohabitation, un retour en arrière d'une ampleur difficilement

concevable : à titre d'illustration, avec des comportements de cohabitation identiques à ceux de 1982 (pour des individus du même sexe et du même âge), le nombre de personnes par ménage s'établirait en 2030 à 2,28. Autrement dit, pour que le nombre de ménages n'augmente pas à un rythme plus

rapide que la population, il faudrait qu'à l'horizon 2030 les individus acceptent de cohabiter en moyenne avec un nombre de personnes plus élevé que leurs grand-parents au même âge.

Projections régionales et départementales

De 1999 à 2030, le nombre de ménages progresserait dans les 22 régions de métropole, quel que soit le scénario migratoire retenu (tableau 5) et, comme pour la métropole, la hausse relative des ménages dépasserait largement le rythme d'évolution de la population. Une hausse des ménages interviendrait même dans les 7 régions du nord-est et du centre concernées par la baisse

de population selon le scénario I (graphique 6). Avec une augmentation de près de moitié du nombre de ménages en 30 ans, soit +1,3 % par an en moyenne, le Languedoc-Roussillon viendrait largement en tête, devant Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Rhône-Alpes. A l'autre extrémité, le nombre de ménages du Limousin n'augmenterait que de 0,1% par an.

Evolution projetée du nombre de ménages

| Région | Effectifs en milliers | | | | | | |
|-------------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | 1999 | Scénario I | | | Scénario U | | |
| | | 2010 | 2020 | 2030 | 2010 | 2020 | 2030 |
| 11-Ile-de-France | 4 507,3 | 4 916,0 | 5 221,8 | 5 481,7 | 4 887,9 | 5 142,6 | 5 341,4 |
| 21-Champagne-Ardenne | 539,3 | 573,7 | 584,2 | 585,8 | 577,2 | 592,2 | 599,0 |
| 22-Picardie | 700,7 | 777,5 | 828,0 | 868,9 | 774,3 | 820,5 | 857,6 |
| 23-Haute-Normandie | 697,9 | 775,0 | 823,1 | 859,3 | 768,8 | 812,1 | 844,5 |
| 24-Centre | 998,8 | 1 107,3 | 1 182,1 | 1 247,6 | 1 098,8 | 1 165,0 | 1 222,1 |
| 25-Basse-Normandie | 571,0 | 629,7 | 660,6 | 684,6 | 631,0 | 665,1 | 693,0 |
| 26-Bourgogne | 669,8 | 717,5 | 739,1 | 752,6 | 717,6 | 740,7 | 756,6 |
| 31-Nord-Pas-de-Calais | 1 489,7 | 1 615,3 | 1 671,8 | 1 710,7 | 1 626,9 | 1 700,3 | 1 761,1 |
| 41-Lorraine | 907,6 | 963,6 | 974,3 | 968,7 | 977,3 | 1 003,1 | 1 013,5 |
| 42-Alsace | 678,4 | 761,9 | 820,2 | 870,7 | 779,8 | 856,1 | 925,1 |
| 43-Franche-Comté | 451,5 | 489,4 | 506,5 | 515,7 | 493,9 | 516,8 | 533,0 |
| 52-Pays de la Loire | 1 290,5 | 1 465,1 | 1 576,4 | 1 676,9 | 1 478,6 | 1 610,9 | 1 739,3 |
| 53-Bretagne | 1 207,0 | 1 349,8 | 1 441,0 | 1 527,5 | 1 354,8 | 1 457,7 | 1 559,9 |
| 54-Poitou-Charentes | 686,0 | 748,4 | 782,2 | 810,7 | 756,1 | 800,8 | 842,9 |
| 72-Aquitaine | 1 210,2 | 1 353,4 | 1 456,6 | 1 556,1 | 1 344,2 | 1 438,5 | 1 527,9 |
| 73-Midi-Pyrénées | 1 068,4 | 1 189,4 | 1 283,1 | 1 379,4 | 1 189,1 | 1 283,1 | 1 378,2 |
| 74-Limousin | 310,8 | 321,4 | 322,2 | 323,2 | 323,6 | 327,4 | 331,9 |
| 82-Rhône-Alpes | 2 270,7 | 2 567,8 | 2 789,0 | 2 989,0 | 2 561,8 | 2 773,6 | 2 960,3 |
| 83-Auvergne | 555,1 | 583,8 | 589,6 | 590,0 | 586,3 | 595,8 | 600,7 |
| 91-Languedoc-Roussillon | 966,7 | 1 134,4 | 1 284,5 | 1 446,4 | 1 122,9 | 1 260,4 | 1 405,5 |
| 93-Provence-Alpes-Côte d'Azur | 1 892,5 | 2 139,8 | 2 346,8 | 2 548,5 | 2 127,4 | 2 317,1 | 2 495,9 |
| 94-Corse | 106,1 | 115,2 | 122,5 | 128,4 | 117,2 | 125,8 | 132,7 |
| Métropole | 23 776,1 | 26 295,4 | 28 005,6 | 29 522,3 | 26 295,4 | 28 005,6 | 29 522,3 |

source: Insee - Omphale

Avec le scénario U qui reconduit les comportements migratoires de la dernière période inter censitaire, l'écart entre le Languedoc-Roussillon et le Limousin se resserrerait un peu (graphique 7). Cette projection avantage surtout les régions de l'Ouest qui ont enregistré dans les années 90 un retournement du solde migratoire ou une consolidation de l'excédent migratoire et, dans une moindre mesure, les régions du nord-est avec en tête l'Alsace qui affiche depuis 1990 davantage d'arrivées que de départs. Le bilan migratoire fléchit ailleurs. Aussi la hausse du nombre de ménages dans les régions du sud s'atténuerait-elle un peu par rapport au scénario I. C'est également ce que l'on constaterait en Île-de-France et dans le grand bassin parisien.)

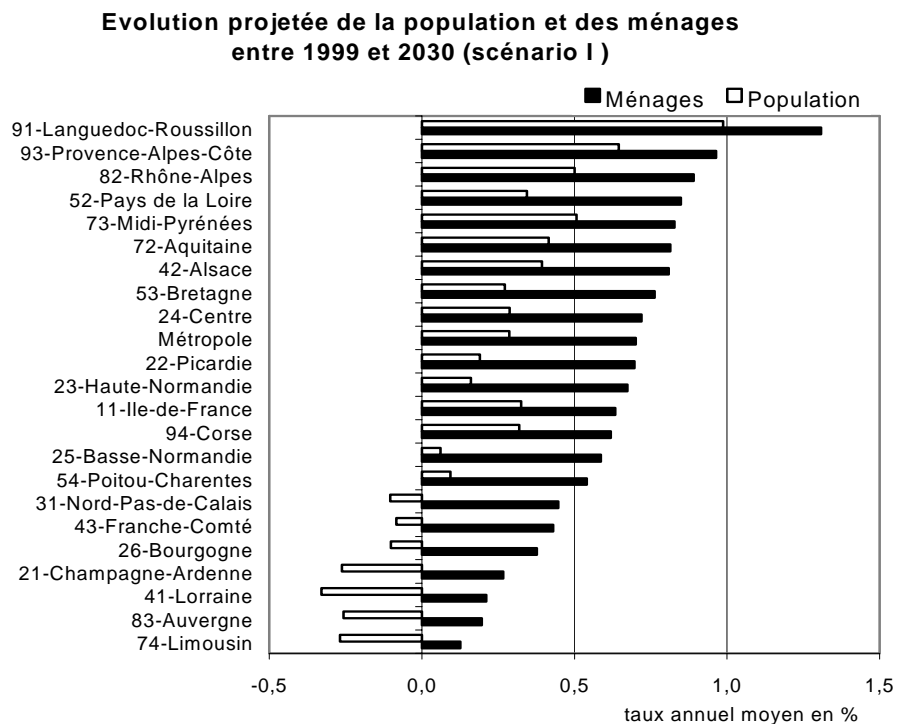
C'est la démographie, c'est-à-dire, la plus ou moins forte variation de la population totale entre 1999 et 2030 qui explique les différences régionales en termes de ménages (graphique 8). Le bilan des migrations est donc essentiel pour expliquer la forte progression des ménages des régions du sud-est méditerranéen. Le vieillissement de la population, autre variable démographique favorable à la croissance du nombre de ménages, est mieux partagé entre les régions. Il viendrait même compenser les pertes d'habitants des régions du nord-est de la métropole et du Massif central.

Par construction, les modifications en termes de cohabitation se traduisent par un nombre relatif de ménages supplémentaires de 1999 à

2030 assez faible et très proche d'une région à l'autre (de + 0,07% à + 0,13% par an). Dans les régions, le poids des hypothèses de cohabitation sur la hausse du nombre de ménages de 1999 à 2030 est le plus souvent inférieur à 10% et ne dépasse les 20% que dans les quatre régions les plus marquées par la baisse de population.

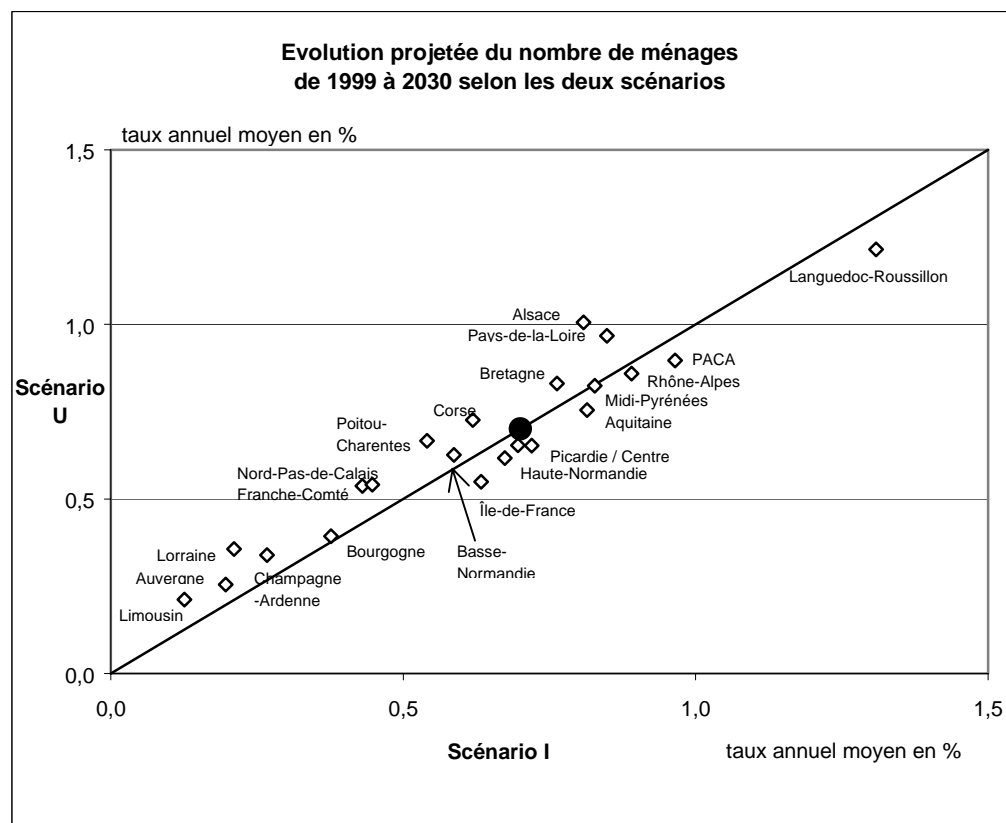
Au niveau des départements (graphique 9), la géographie des projections de ménage s'affine forcément. Selon le scénario I, la hausse des ménages est supérieure au taux annuel moyen de 0,7% de la métropole pour tous les départements côtiers de l'atlantique et de la méditerranée, ainsi que pour les départements de l'Ille-et-Vilaine et de la Haute-Garonne, où sont situées les grandes métropoles de Rennes et Toulouse, tout l'est du sillon rhodanien et le grand bassin parisien, à l'exception notable de Paris et sa petite couronne. A l'opposé, le nombre de ménages diminuerait dans 6 départements (Hautes-Pyrénées, Aveyron, Cantal, Allier, Creuse et Haute-Marne). Ces disparités s'expliquent surtout par des écarts de croissance de la population et donc de l'attractivité des territoires. Avec la reconduction des comportements migratoires observés entre 1990 et 1999, le nombre des ménages augmenterait moins fortement autour de la méditerranée et sur le pourtour de l'Île-de-France et ses franges. La hausse serait plus dynamique dans une dizaine de départements de l'est situés à proximité de l'Alsace.

Graphique 6



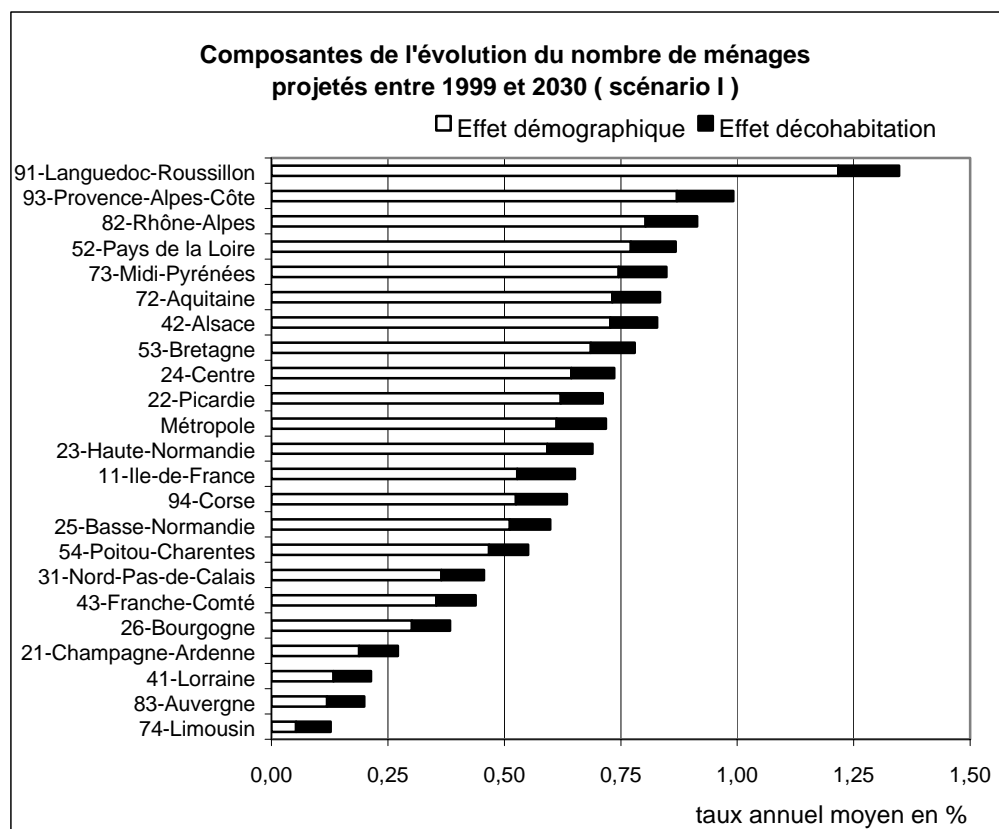
source: Insee - Omphale

Graphique 7



source: Insee - Omphale

Graphique 8

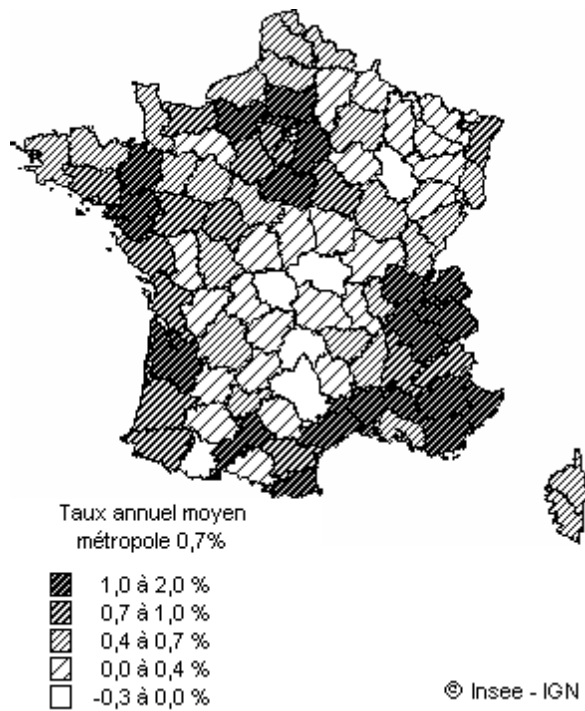


source: Insee - Omphale

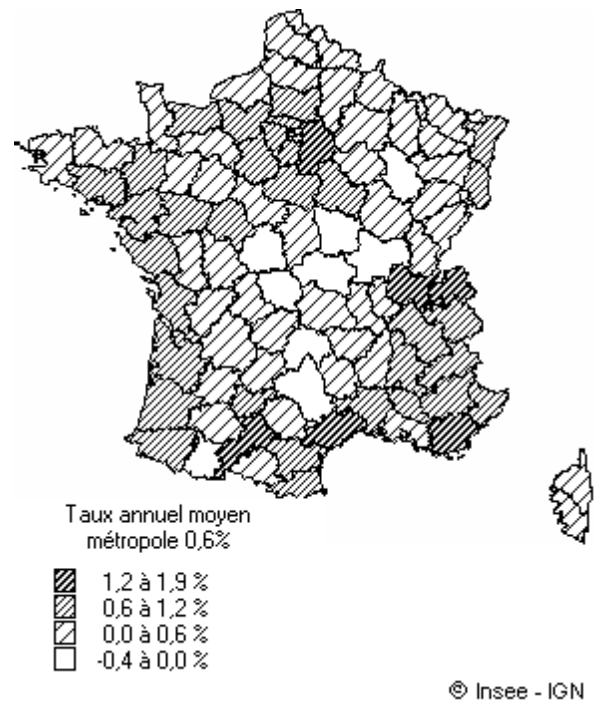
Graphique 9

Evolution projetée du nombre de ménages entre 1999 et 2030

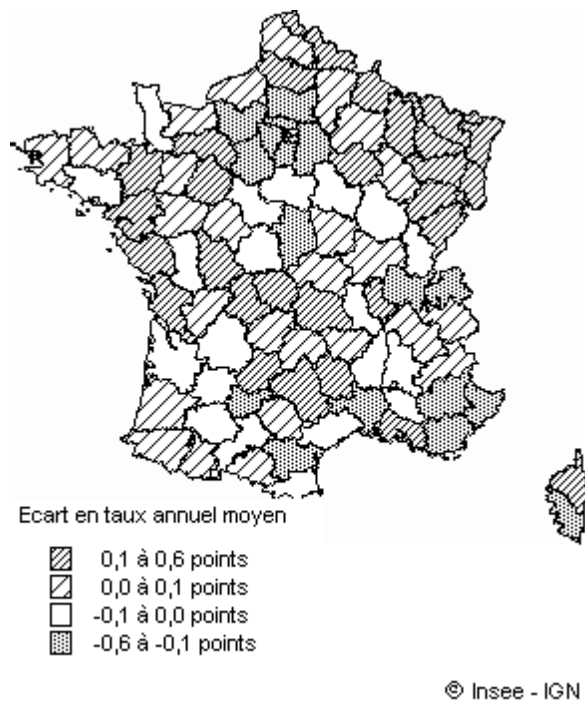
Evolution totale selon le scénario I



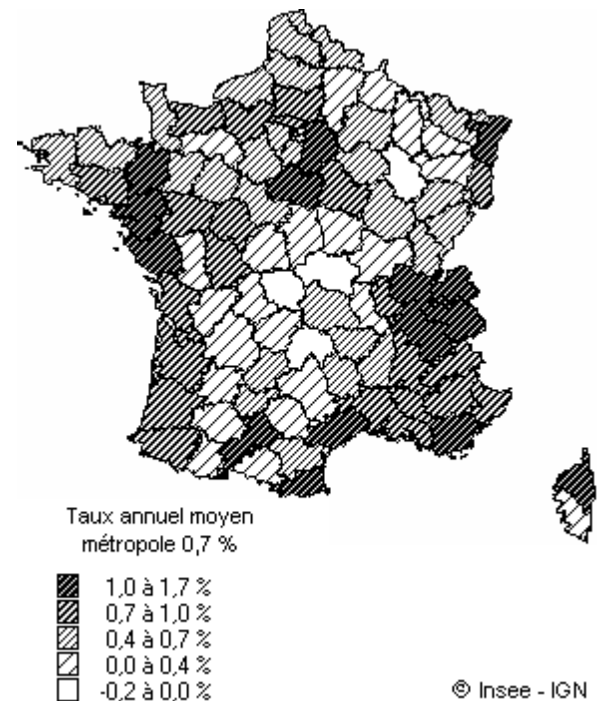
Contribution de la démographie



Différence entre le scénario U et le scénario I



Evolution totale selon le scénario U



Présentation du cédérom

Le cédérom **Projections de ménages à l'horizon 2030** est constitué de deux parties distinctes et d'une partie commune.

La première partie présente les données relatives aux **projections métropolitaines de ménages** et aux modes de cohabitation par sexe et âge lors des recensements de 1982, 1990 et 1999 ; la seconde partie propose les **projections régionales et départementales**.

Dans la partie commune, sont consultables les définitions des principaux termes utilisés dans les tableaux, ainsi qu'un guide de prise en main du logiciel Beyond20/20®.

Projections métropolitaines de ménages à l'horizon 2030

Les projections métropolitaines s'appuient sur la projection de population par sexe et âge détaillée réalisée par l'INSEE sur la base des données du recensement de 1999. Les hypothèses retenues sont les suivantes : une fécondité de 1,8 enfants par femme, une évolution tendancielle de l'espérance de vie, et un solde migratoire annuel de + 50.000 personnes, une évolution tendancielle des composantes de cohabitation.

La ventilation de la population selon le mode de cohabitation, le sexe et l'âge lors des recensements de 1982, 1990 et 1999 qui a servi à la construction des hypothèses de cohabitation, est également disponible sur ce cédérom.

Le menu **Données** vous permet d'accéder aux tableaux, disponibles sous deux formats différents : Beyond 20/20® et Excel.

Le menu **Publication** permet la consultation du fascicule de l'Insee Résultats accompagnant ce cédérom au format Acrobat Reader (PDF), et différents documents de l'INSEE parus sur le même thème.

Le menu **Documentation** donne accès à la méthodologie utilisée.

Projections régionales et départementales à l'horizon 2030

Les projections régionales et départementales de ménages ont été réalisées en appliquant un taux de personnes de référence par sexe et âge aux populations totales projetées selon 2 scénarios qui diffèrent par les hypothèses migratoires retenues. Le scénario I prolonge les comportements migratoires moyens observés sur la période 1982-1999, le scénario U, ceux de la période 1990-1999.

Pour chacun des deux scénarios, sont présentées les projections par régions et départements à l'horizon 2030 :

- du nombre des ménages
- de la population totale
- du taux de personne de référence (hypothèse unique)

Le menu **Données** vous permet d'accéder aux tableaux, disponibles sous deux formats différents : Beyond 20/20® et Excel.

Le menu **Publication** vous permet de consulter le fascicule de l'Insee Résultats accompagnant ce cédérom au format Acrobat Reader (PDF).

Le menu **Documentation** vous présente les différentes hypothèses sur lesquelles s'appuient les projections.

Pour tout problème d'installation du cédérom, une hotline est à votre disposition :

Hot Line : 01 41 17 62 69

Liste des tableaux

Projections métropolitaines de ménages à l'horizon 2030

1. Projections de ménages à l'horizon 2030 par sexe, âge détaillé et mode de cohabitation
2. Mode de cohabitation par sexe et âge lors des recensements de 1982, 1990 et 1999

Projections régionales et départementales des ménages à l'horizon 2030

Scénario I

1. Projections de ménages par région
2. Projections de ménages par département
3. Projections de la population totale par région
4. Projections de la population totale par département
5. Projections de taux de personne de référence par région
6. Projections de taux de personne de référence par département

Scénario U

1. Projections de ménages par région
2. Projections de ménages par département
3. Projections de la population totale par région
4. Projections de la population totale par département
5. Projections de taux de personne de référence par région
6. Projections de taux de personne de référence par département